

DECRET N° 2013/131 DU 03 MAI 2013
portant création, organisation et fonctionnement du Corps Spécialisé
d'Officiers de Police Judiciaire du Tribunal Criminel Spécial.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 2005/07 du 27 juillet 2005 portant Code de Procédure Pénale ;
- Vu la loi n° 2011/027 du 14 décembre 2011 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judiciaire ;
- Vu la loi n° 2011/028 du 14 décembre 2011 portant création d'un Tribunal Criminel Spécial ;
- Vu le décret n° 2001/181 du 25 juillet 2001 portant organisation de la Gendarmerie Nationale ;
- Vu le décret n° 2011/412 du 09 décembre 2011 portant réorganisation de la Présidence de la République ;
- Vu le décret n° 2012/223 du 15 mai 2012 portant organisation administrative du Tribunal Criminel Spécial ;
- Vu le décret n° 2012/540 du 19 novembre 2012 portant organisation de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale,

DECRETE :

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
COPIE CERTIFIEE CONFORME

CHAPITRE I :

CREATION, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 1^{er} : IL est créé un Corps Spécialisé d'Officiers de Police Judiciaire du Tribunal Criminel Spécial, ci-après dénommé « le Corps ».

ARTICLE 2 : Basé au Siège du Tribunal Criminel Spécial, le Corps a une compétence territoriale nationale.

ARTICLE 3 : Placé sous la direction et le contrôle du Procureur Général près le Tribunal Criminel Spécial, le Corps a pour missions :

- de diligenter les enquêtes relatives aux infractions de détournement de biens publics et infractions connexes lorsque le préjudice est d'un montant minimum de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA ;

.../...

- d'exécuter les mandats de justice et les commissions rogatoires relevant de la compétence du Tribunal Criminel Spécial.

ARTICLE 4 :

- (1) sur instructions du Procureur Général près le Tribunal Criminel Spécial, les enquêtes sont menées par le Corps conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale ;
- (2) Les procès-verbaux d'enquête sont adressés au Procureur Général près le Tribunal Criminel Spécial ;
- (3) Les Officiers de Police Judiciaire peuvent, dans le cadre de l'exécution de leurs missions, requérir des experts.

ARTICLE 5 : Les offres de restitution du corps du délit en numéraires ou en natures qui interviennent au cours de l'enquête préliminaire sont consignées sur le procès-verbal et transmises au Procureur Général près le Tribunal Criminel Spécial.

ARTICLE 6 : le Corps comprend :

- une Division des enquêtes ;
- des Services administratifs.



ARTICLE 7 :

- (1) La Division des enquêtes est composée :
 - d'un Chef de Division ;
 - d'un Chef de Division adjoint ;
 - des Chargés d'Etudes.
- (2) Le Chef de Division est chargé, sous la direction et le contrôle du Procureur Général près le Tribunal Criminel Spécial, de :
 - conduire les enquêtes ;
 - coordonner l'ensemble des activités du Corps ;
 - veiller à la formation et au recyclage des personnels du Corps.
- (3) Le Chef de Division Adjoint assiste le Chef de Division dans l'exécution des missions ;
- (4) Les Chargés d'Etudes sont investis de la mission des investigations dans les procédures qui leur sont confiées par le Chef de Division ;

- (5) Les personnels visés à l'article 7 alinéa 1 ci-dessus exécutent également toutes les missions qui leur sont confiées par le Procureur Général près le Tribunal Criminel Spécial ;
- (6) Un texte particulier fixe l'organisation et le fonctionnement de la Division.

ARTICLE 8 :

(1) Les Services administratifs du Corps sont :

- le Service des affaires générales ;
- le Service des personnels, de la formation et des stages ;
- le Service du fichier ;
- le Service des archives ;
- le Service des scellés.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
COPIE CERTIFIEE CONFORME

(2) Les Chefs des Services administratifs sont placés sous l'autorité du Chef de Division ;

(3) Un texte particulier fixe l'organisation et le fonctionnement des Services administratifs.

(4) Le Chef de Division, le Chef de Division Adjoint et les Chargés d'Etudes ont respectivement rangs de Directeur, Directeur Adjoint et Sous-Directeur de l'Administration Centrale.

ARTICLE 9 :

(1) Le Chef de Division et le Chef de Division Adjoint sont nommés par décret du Président de la République ;

(2) Les Chargés d'Etudes sont nommés par arrêté du Président de la République ;

(3) Les Chefs des Services administratifs sont nommés par arrêté du Ministre en charge de la Justice après visa de la Présidence de la République.

CHAPITRE II :

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 10 : Les personnels du Corps détachés auprès du Tribunal Criminel Spécial, conformément à l'article 7 du présent décret sont sélectionnés par leurs Chefs respectifs parmi :

.../...

- a) Les Officiers de Police Judiciaire et Agents de Police Judiciaire de la Sûreté Nationale et de la Gendarmerie Nationale, visés aux articles 78 (1), 79 (a), (c), (d) et 81 du Code de Procédure Pénale.
- b) Les fonctionnaires et agents des administrations et services publics auxquels des textes spéciaux attribuent certaines compétences de police judiciaire.

ARTICLE 11 : Les personnels du Corps non officiers de Police Judiciaire auprès du Tribunal Criminel Spécial prêtent serment devant le Tribunal Criminel Spécial avant leur entrée en fonction.

ARTICLE 12 :

- (1) Les membres du Corps et l'ensemble des personnels sont appréciés et notés par le Procureur Général près le Tribunal Criminel Spécial.
- (2) Pendant la période d'exercice de leurs fonctions et pour une durée de 10 ans après la cessation de celles-ci, les membres du Corps et l'ensemble des personnels sont soumis à l'obligation de réserve et au secret professionnel.
- (3) Toute faute professionnelle, toute violation des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus et/ou le non respect des délais de traitement prévus à l'article 7 (4) de la loi n° 2011/028 du 14 décembre 2011 portant création du Tribunal Criminel Spécial exposent son auteur au dessaisissement du dossier et/ou au reversement dans son corps d'origine, sans préjudice des poursuites disciplinaires et/ou pénales.

ARTICLE 13:

- (1) Pendant la durée de leurs fonctions, les membres du Corps et l'ensemble des personnels conservent leur solde indiciaire et les avantages généraux inhérents à leur corps respectif d'origine.
- (2) Un texte particulier fixe les avantages spéciaux accordés aux membres du Corps et à l'ensemble des personnels en tenant compte de leur grade dans leur corps respectif d'origine.

ARTICLE 14 : Les dépenses de fonctionnement du Corps sont supportées par le Budget du Ministère de la Justice.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

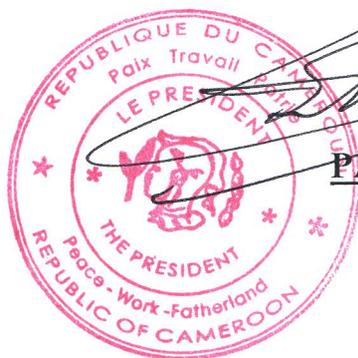
ARTICLE 15 : Les dossiers en cours d'enquête préliminaire dans les services de la Sûreté Nationale et de la Gendarmerie Nationale et relevant de la compétence du Tribunal Criminel Spécial sont, en l'état, transmis au Procureur Général près ledit Tribunal.

ARTICLE 16 : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais. /-

Yaoundé, le

03 MAI 2013

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,



Paul Biya
PAUL BIYA

12013/131 OF 03 MAI 2013
DECREE N° _____ OF _____
Establishment, organisation, functioning of the Specialized Corps of
Judicial Police Officers of the Special Criminal Court.-

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

- Mindful of** the Constitution;
- Mindful of** Law n° 2005/07 of 27 July 2005 to institute the Criminal Procedure Code;
- Mindful of** Law n° 2011/27 of 14 December 2011 to amend and supplement certain provisions of Law n° 2006/15 of 29 December 2006 to organize the Judiciary;
- Mindful of** Law n° 2011/28 of 14 December 2011 to set up a Special Criminal Court;
- Mindful of** Decree n° 2001/181 of 25 July 2001 to organize the National Gendarmerie;
- Mindful of** Decree n° 2011/412 of 09 December 2011 to organize the Presidency of the Republic of Cameroon;
- Mindful of** Decree n° 2012/223 of 15 May 2012 relating to the administrative set-up of the Special Criminal Court;
- Mindful of** Decree n° 2012/540 du 19 November 2012 to organize the General Delegation for National Security,

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
COPIE CERTIFIEE CONFORME

HEREBY DECREES AS FOLLOWS:

CHAPTER I:

ESTABLISHMENT, ORGANIZATION AND FUNCTIONING

Article 1: A specialized Corps of Judicial Police Officers of the Special Criminal Court, herein under referred to as the “Corps”, is hereby established.

Article 2: Based at the Headquarters of the Special Criminal Court, the corps shall have countrywide jurisdiction jurisdiction.

Article 3: Under the supervision and control of the Procureur general of the Special Criminal Court, the Corps shall be responsible for:

.../...

- Conducting investigations concerning the embezzlement of public funds and related offences where the loss amounts to at least 50 000 000 (fifty million) CFA francs.
- Executing Court warrants and rogatory commissions falling within the jurisdiction of the Special Criminal Court.

Article 4: (1) on the instructions of the Procureur General of the Special Criminal Court, the Corps shall conduct investigations in accordance with the provisions of the Criminal Procedure Code.

(2) The investigation reports shall be forwarded to the Procureur General of the Special Criminal Court.

(3) To perform their duties, Judicial Police Officers may require the assistance of experts.

Article 5: Any offer to restitute the *corpus delicti* in cash or in kind in the course of the preliminary investigation shall be recorded in the report forwarded to the Procureur General of the Special Criminal Court.

Article 6: The Corps shall comprise:

- An investigations Division,
- Administrative Services.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
COPIE CERTIFIEE CONFORME

Article 7: (1) The Investigations Division shall be composed of:

- a Division Head;
- a Deputy Division Head;
- Research Officers.

(2) Under the supervision and control of the Procureur General of the Special Criminal Court, the Division head shall be responsible for:

- conducting investigations;
- coordinating the various activities of the Corps;
- seeing the training and the retraining of Corps Personnel.

(3) The Deputy Division Head shall assist the Division head in the performance of his duties.

(4) Research Officers shall be responsible for conducting investigations for cases assigned them by the Division Head.

(5) The personnel referred to in Article 7(1) above shall also carry out all duties assigned to them by the Procurer General of the Special Criminal Court.

(6) A separate instrument shall lay down the organization and functioning of the Division.

Article 8: (1) The Administrative Services of the Corps shall be:

- the General Affairs Service,

- the Personnel, Training and Retraining Service,

- the Records Service;

- the Seals Service.

(2) Heads of Administrative Services shall be under the authority of the Division Head.

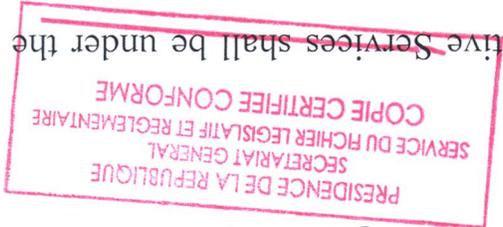
(3) A separate instrument shall lay down the organization and functioning of Administrative Services.

(4) The Division Head, the Deputy Division Head and the Research Officers shall rank respectively as Central Administration Director, Central Administration Deputy Director and Sub-Director.

Article 9: (1) The Division Head and Deputy Division Head shall be appointed by Decree of the President of the Republic.

(2) The Research Officers shall be appointed by order of the President of the Republic.

(3) Heads of Administrative Services shall be appointed by order of the Minister in charge of Justice, after the approval of the Presidency of the Republic.



CHAPTER II:**GENERAL PROVISIONS**

ARTICLE 10. Corps personnel seconded to the Special Criminal Court in accordance with Article 7 of this decree shall be selected by their respective Heads from amongst:

- (a) judicial police officers and judicial police agents of the National Security and the National Gendarmerie referred to in Sections 78 (1), 79 (a), (c), (d) and 81 of the Criminal Procedure Code;
- (b) public servants and other public employees who have been assigned judicial police duties.

ARTICLE 11. Prior to assuming duty, personnel of the Corps who are not judicial police officers of the Special Criminal Court shall take the oath before the said Court.

ARTICLE 12. (1) Members of the Corps and the entire personnel shall be assessed by the Procureur General of the Special Criminal Court.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
COPIE CERTIFIEE CONFORME

(2) Throughout the exercise of their duties and for a period of 10 years following cessation of such duties, Corps personnel and the entire personnel shall be bound to confidentiality and professional secrecy.

(3) In the event of any professional misconduct, violation of the provisions of Paragraph (2) above or non-compliance with deadlines for processing files, as provided for in Section 7(4) of Law No. 2011/28 of 14 December 2011 to institute a Special Criminal Court, the offender shall be taken off the case and/or returned to his/her corps of origin, without prejudice to disciplinary and/or criminal proceedings.

ARTICLE 13. (1) Throughout the exercise of their duties, members of the Corps and the entire personnel shall maintain their incremental positions and overall benefits attached to their respective corps of origin.

(2) A separate instrument shall fix the special benefits granted to members of the Corps and the entire personnel, taking into account their rank and their respective corps of origin.

Article 14: The recurrent expenditure of the Corps shall be charged to the budget of the Ministry of Justice.

CHAPTER III:

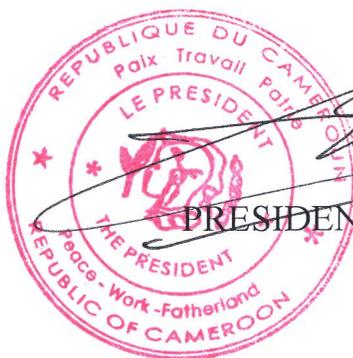
TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Article 15: Case files currently under preliminary investigation by national security and the National Gendarmerie services and falling within the jurisdiction of the Special Criminal Court shall be forwarded as is to the Procureur General of the Special Criminal Court.

Article 16: This Decree shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the Official Gazette in English and French.-

Yaoundé, the 03 MAI 2013

Paul BIYA



PRESIDENT OF THE REPUBLIC.